

Choose France : des investissements annoncés dans les industries du XXI^e siècle

« A Choose France, Emmanuel Macron vante ses choix économiques et une moisson « record » d'investissements étrangers », titre **Les Echos**, qui consacre sa Une au sommet. A un mois des européennes, la septième édition de Choose France tombe à point nommé pour Emmanuel Macron et devrait lui offrir une nouvelle tribune pour vanter le dynamisme de l'économie française, la réindustrialisation du pays et son attractivité – un « résultat », selon le dernier baromètre EY, que « nous devons à la stabilité de la politique économique », plaide Bruno Le Maire. Aujourd'hui, devant 180 patrons étrangers, Emmanuel Macron devrait mettre en avant la constance de ses choix, notamment en matière de fiscalité, et les réformes menées depuis sept ans. « Notre politique économique, elle fonctionne, on la continue, on l'accélère même », insiste-t-on à l'Elysée. « Choose France est décisif pour réussir » car cela « apporte des capitaux, les technologies et permet de compléter les trous dans certaines chaînes de valeur », soutient Bruno Le Maire, qui rappelle que les précédentes éditions ont totalisé « 122 projets représentant 32 milliards d'euros d'investissements » depuis 2017, soit l'équivalent des montants engagés, à date, par le plan France 2030. A l'Elysée, on reconnaît toutefois qu'il faudra « un peu de temps » pour que l'empreinte de ces projets sur l'économie française soit visible. En mars, la production industrielle hexagonale était toujours inférieure de près de 6 % à son niveau d'avant le Covid. Des premiers signes de réindustrialisation apparaissent néanmoins dans le pays, relève Les Echos. « La dynamique est désormais positive, mais elle reste fragile car la France et l'Europe sont menacées dans des secteurs stratégiques par la Chine et les Etats-Unis », observe Thomas Grjebine, économiste au Cepii. Pour l'économiste Elie Cohen, la politique actuelle « permettra au mieux de stabiliser la part de l'industrie dans le PIB ». L'objectif, durant cette édition de Choose France, sera aussi de « renouveler » le vivier de patrons susceptibles de s'implanter sur le territoire. L'Inde fera ainsi l'objet de toutes les attentions. (Les Echos, p.2)

« Les mirages de l'attractivité made in Macron », titre **L'Humanité**, qui prend l'exemple d'une implantation d'usine à Blanquefort. Bruno Le Maire se félicite « de voir qu'il peut y avoir, sur ce site chargé d'histoire, un nouveau projet industriel ambitieux qui va voir le jour ». Mais se garde bien de souligner que le nombre d'emplois créés fait pâle figure au regard du nombre de salariés travaillant naguère pour Ford. Par ailleurs, l'investissement global va être financé sur fonds publics, à hauteur de 20 %, soit 60 millions d'euros déboursés par le contribuable. Ce qui revient à 200 000 euros par emploi créé. Pour le quotidien, cet exemple reflète la logique de la politique d'attractivité menée par le chef de l'Etat : quelques annonces spectaculaires, avec un nombre réduit d'emplois, mais un coût non négligeable pour la collectivité. (L'Humanité / Cyprien Boganda, p.10)

Roland Lescure : Choose France est « à l'image » de ce qu'est Davos

Dans un entretien à La Tribune Dimanche, le ministre de l'Industrie et de l'Energie détaille, en avant-première, trois des investissements (Solvay, Vorwerk et FertigHy) et rappelle que la France a « ouvert cette année encore plus d'usines » qu'elle n'en « a fermé ». « Un tiers de ces nouvelles usines sont des industries « vertes » », « alors qu'en 2022 c'était une entreprise sur six ». Cette édition de Choose France « sera l'occasion de redire combien nous croyons à notre politique de l'offre, ajoute Roland Lescure. Nous n'allons pas changer une stratégie qui a fait ses preuves et donne des résultats concrets. L'enjeu est plutôt de continuer à changer d'échelle, car cela concerne la souveraineté française et européenne. » D'autant qu'il faut « tenir face aux Etats-Unis et à la Chine. Et la voix de la France compte » : elle « a réussi à convaincre ses partenaires européens d'investir davantage, d'autoriser des crédits d'impôt pour les entreprises dans cinq secteurs stratégiques : l'éolien, les batteries électriques, le photovoltaïque, l'hydrogène et les pompes à chaleur ». (La Tribune Dimanche, p.11)